

**Justice fiscale : un livre et un site pour éclairer**

« Les paumés ne paient pas d'impôts et les riches en paient trop ! », « La France est un enfer fiscal ! ». Face aux idées reçues diffusées par le discours dominant des responsables politiques, Attac publie *Impôts : idées fausses et vraies injustices*, un petit ouvrage (10 €) illustré avec humour, pour mieux comprendre les enjeux et poser les termes d'un débat rigoureux sur la fiscalité, toujours plus nécessaire face aux crises que nous traversons, sur la hausse des inégalités et sur les besoins en matière de politiques publiques. Les idées fausses discréditent l'impôt en l'inscrivant dans une logique négative et punitive alors qu'il est l'un des piliers de toute société démocratique et solidaire.

En déconstruisant les idées reçues, ce livre donne à chacun.e des outils pour aborder facilement la fiscalité. Il formule des propositions concrètes et applicables pour une meilleure justice fiscale afin de réhabiliter l'impôt solidaire et consenti.

En parallèle, Attac lance en ligne « *L'Observatoire de la justice fiscale* », un site pour répondre aux besoins de pédagogie sur le rôle central des finances publiques et de la justice fiscale dans la société. Il fournit les clés pour expliquer la place et le rôle de l'impôt et analyser les politiques fiscales et budgétaires à la lumière de principes et d'objectifs fondant une véritable justice fiscale et sociale d'autre part. ▣



**Prendre contact et adhérer en 2021**

*Les mobilisations se poursuivent : prenez contact près de chez vous !*  
**Nous vous convions à nos rencontres conviviales, le samedi 20 novembre ou le samedi 4 décembre, pour en connaître le lieu, rendez-vous en ligne :**  
[attac92@attac.org](https://local.attac.org/attac92/) - <https://local.attac.org/attac92/> et sur les réseaux sociaux  

**REJOINDRE LE GROUPE MONT-VALÉRIEN (RUEIL - NANTERRE & ALENTOURS) et se renseigner sur les actions**

- Joindre Bruno : 0682 883 973  
bruno.schlier@lilo.org
- ou Ferronidia : 0685 941 711  
ferronida.boujerna@orange.fr

**REJOINDRE LE GROUPE CLICHY - ASSIÈRES & ALENTOURS**

- Réunion chaque dernier lundi du mois à la MDA de Clichy
- Joindre Pierre : 0675 750 566  
ou Guy : 0618 111 120  
ou écrire à [attac92gp2@yahoo.fr](mailto:attac92gp2@yahoo.fr)

**REJOINDRE LE GROUPE CLAMART - MEUDON & ALENTOURS**

- Réunion mensuelle les lundis 18 octobre, 15 novembre, 13 décembre à la salle orange de la maison de sports à Clamart ; se renseigner : <https://local.attac.org/attac92clamart/>
- Joindre Thérèse : 0607 447 395

**REJOINDRE LE GROUPE CHATENAY, ANTONY & ALENTOURS**

- Réunion le 18 octobre, le 17 novembre, le 14 décembre à la salle Henri Lasson à Antony
- Joindre Florence : [attac.cables92@gmail.com](mailto:attac.cables92@gmail.com)  
ou Daniel : 0146 544 808  
[co2monnauur@yahoo.ca](mailto:co2monnauur@yahoo.ca)

**Adhérer à Attac sur le site d'Attac France (de 13 à 400 € par an, suivant vos revenus) :** <https://france.attac.org/>

**%** S'informer & Agir, un autre monde est possible \* *Le Mag d'Attac 92* n° 11, parution janv. - mars 2021  
 Directeur de la publication : Nathalie Leray - Dépôt légal : à parution - ISSN en cours - Tirage : 2 500 exemplaires

**% S'informer & Agir**  
 n° 11  
 Un autre monde est possible \* *Le Mag d'Attac 92* \* 4<sup>e</sup> trimestre 2021



**Action Samaritaine : Attac persiste à dénoncer l'argent sale !**

**Éditorial**

Le 3 juillet 2021, Attac mène une action à la Samaritaine et au siège de l'VMH, son propriétaire, pour dénoncer l'enrichissement des milliardaires pendant la crise sanitaire avec la complicité du gouvernement. Bernard Arnault, PDG de l'VMH, première fortune de France (et 5<sup>e</sup> mondiale) a vu augmenter ses avoirs personnels de plus de 62 milliards d'euros en 2020, soit l'équivalent annuel des salaires de tous les personnels des hôpitaux publics ! Dans le même temps en 2020, son groupe a versé trois milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires (+ 25 %) et les entreprises du CAC 40, 51 milliards d'euros. On en a le tournis !

À côté de cela, même après l'effroyable situation révélée par la pandémie, les hôpitaux n'ont pas plus de moyens, les salaires des premiers de corvée ne sont pas revalorisés et face aux caisses vides, la solution du gouvernement est de rogner sur l'indemnisation chômage et les pensions de retraite ! Vous avez dit indécence ? Mais tout cela n'est permis que par des choix politiques. Celui d'octroyer des aides sans conditions aux entreprises du CAC 40 ou celui de toujours refuser d'agir contre l'évasion fiscale massive. Le groupe l'VMH possède 350 filiales dans les paradis fiscaux et 24 sociétés offshore ; Arnault en détiend lui-même 31 selon OpenLux.

Le 3 juillet, les médias se sont indignés davantage de la gouache versée sur un magasin de luxe que de la spoliation dont nous sommes tous et toutes victimes ! Pour faire face aux coûts de la crise sanitaire et répondre aux urgences sociales et écologiques, Attac signe pour une taxe exceptionnelle sur le patrimoine des 1 % les plus riches et pour une taxe sur le bénéfice des multinationales réalisée pendant la crise. ▣

**Attac, qu'est-ce que c'est ?**

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire, qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Elle mène des actions pour favoriser des alternatives.

**Pour la justice climatique, stratégies en mouvement.** Dans ce nouvel ouvrage, Vincent Gay et Nicolas Haeringer témoignent et valorisent le foisonnement et la diversité des initiatives pour faire face au chaos et à l'urgence climatique. La mobilisation est plus que nécessaire, elle est impérieuse. Les inégalités sociales face au dérèglement climatique sont profondes. L'absurdité du capitalisme dans un monde aux ressources limitées appelle à la structuration de nouvelles formes de lutte. Pour une vraie transition climatique, il faut constituer des mobilisations qui articulent résistances, non-coopération et construction d'alternatives. Une société basée sur l'égalité, la justice sociale et climatique peut, et doit, voir le jour, à condition d'être portée par un mouvement collectif, qui cultive l'engagement, la solidarité et le soin.

**ADHÉRER À ATTAC, ÇA FAIT DU LIEN PAR OÙ ÇA PASSE...**

[www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

## ZAD : quand désobéir devient nécessité !

Février 2021. Le triangle de Gonesse (Val d'Oise) est médiatisé par la création d'une ZAD (zone à défendre). Trois lettres qui traduisent l'occupation physique d'une partie des terres pour, à Gonesse, empêcher la création d'une gare au milieu des champs. Qui sont ces personnes et pourquoi de tels actes ? Les occupants, sympathisants ou passagers-trés de la ZAD du triangle de Gonesse – comme des autres ZAD –, n'étaient ni des « bobos » en quête de sensation forte, ni de dangereux-ses criminels. Ce sont de simples citoyens, de tous âges et d'horizons variés, animés par la volonté de préserver des biens communs : 110 hectares de terres agricoles parmi les plus riches d'Europe. Avant la ZAD, le collectif « Pour le triangle de Gonesse » a lutté dix ans au plan juridique. Avant la ZAD, des projets alternatifs, notamment celui de Carma (Coopération pour une Ambition agricole, Rurale et Métropolitaine d'Avenir) et son cercle vertueux de relocalisation de l'agriculture, ont été présentés. Las ! Le pouvoir de la finance et son influence sur les choix politiques de Péresse, présidente de la région Île-de-France, Blazy, maire de Gonesse et Cavechi, présidente du département du Val d'Oise, ont été plus forts. Alors quand il n'y a pas d'autres choix, la ZAD est légitime, pression citoyenne contre des décisions insensées. Découvrez le [documentaire Douce France](https://doucefrance-lefilm.fr) : l'histoire dans les yeux de lycéens. 

## Préfectures d'Île-de-France : le scandale des rendez-vous en ligne pour les étrangers

Depuis plus d'un an, les préfetures d'Île-de-France imposent aux étrangers des prises de rendez-vous en ligne pour obtenir ou renouveler leur titre de séjour. Officiellement pour mettre fin aux files d'attente interminables devant les préfetures. Problème : la quantité de rendez-vous mis en ligne est très nettement inférieure aux demandes. Résultat, de très nombreux étrangers ne peuvent pas prendre un rendez-vous et risquent de tomber dans l'illegalité du fait des défaillances de l'administration. En effet, à toute heure du jour et de la nuit, le message en ligne est le même : « Il n'existe plus de place pour votre demande de rendez-vous. Veuillez recommencer ultérieurement ». Pire, les quelques rendez-vous quotidiens sont captés par des logiciels pirates et revendus en ligne, près de 200 € ! Malgré les contentieux et l'intervention de nombreuses associations, les préfetures d'Île-de-France refusent d'augmenter le nombre de rendez-vous quotidiens, laissant ainsi se développer une économie parallèle, tout en maintenant dans la précarité et l'illegalité des dizaines de milliers d'étrangers incapables de régulariser leur situation. 

## Femmes précaires au chômage : touchées-coulées !!

Le 1<sup>er</sup> octobre, la réforme de l'assurance-chômage entre en vigueur. Le nouveau décret qui l'organise baisse l'indemnisation des demandeurs d'emploi et durcit les conditions d'accès aux droits. De ce fait, les personnes en activité réduite ou discontinuée (assistantes maternelles, saisonnières, intermittents, CDD d'usage dans la restauration événementielle (extras), guides interprètes conférenciers) vont particulièrement être touchées en étant exclues de l'assurance chômage. Or la grande majorité de ces personnes sont des femmes, qui connaissent un fort taux de formes d'emploi atypiques. Dans l'hôtellerie-restauration, la distribution, les services à la personne, le médico-social, l'enseignement, la formation, elles représentent 60 % des personnes en CDD, 70 % des vacataires, 83 % des temps partiels.



Le nouveau mode de calcul de l'indemnisation et la suppression de la possibilité de cumuler allocation et salaire (concernant là encore davantage les femmes) vont conduire à priver les femmes d'une partie de leurs revenus. Faute de montant minimal de l'allocation journalière, on peut hélas ! s'attendre à une très forte augmentation du nombre de femmes - déjà exclues des « mesures COVID » en 2020 - passant au revenu de solidarité active (RSA). Encore un rendez-vous manqué pour un gouvernement qui proclamait faire de la situation des femmes une grande cause nationale ! 



## Actions citoyennes, désobéissantes et médiatiques : Attac ne laisse pas faire le monde de la finance ! Antony : belle et joyeuse mobilisation pour le climat

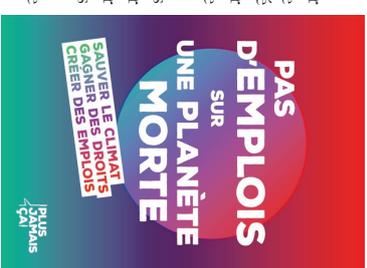


nous sommes déterminés à faire face ensemble à l'inaction climatique et à ne pas baisser les bras. 

## Rompre avec le capitalisme

Parce que le monde de demain sera celui que nous serons capables de bâtir ensemble, le collectif *Plus jamais ça* propose des solutions. Rassemblant plus de trente organisations et associations, il a présenté un *Plan de rupture*, lors de l'Université déléguée des Mouvements sociaux et Solidaires en août dernier. L'objectif est de démontrer qu'il existe des alternatives crédibles, désirables et réalisables au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire.

Les principales solutions : renforcer et développer les services publics, aménager les territoires, refonder le système bancaire et financier ainsi que la fiscalité, reconstruire la production agricole, industrielle et de services, relocaliser des activités et garantir l'accès de tous.es à une alimentation suffisante et de qualité. Un groupe agit dans les Hauts-de-Seine (voir contact Bruno en p. 4), rejoignez-le ! Lire pour aller plus loin : [Pas d'emploi sur une planète morte](https://plus.famais.org) et en version résumée en [cinq fiches](https://plus.famais.org) : 



## Qui profite paie

Attac 92 a déployé la campagne nationale pour dénoncer les profiteurs de la crise à travers tout le département. Malgré le confinement, les militants se sont donnés sur le thème de « qui doit payer la crise ? » : distribution et rencontres sur le marché de Nanterre, porteur de paroles et tracage sur le marché de Bagneux, collages à Clamart, Nanterre, Rueil-Malmaison. Autant d'actions d'éducation populaire pour interpeller la population et ouvrir la discussion. 

